

RAPPORT N° 527 DE SOS-TORTURE BURUNDI PUBLIE LE 18 JANVIER 2026

Le présent rapport de SOS-Torture Burundi couvre la période du 10 au 17 janvier 2026. Il documente les cas de violations des droits de l'homme commises sur le territoire burundais.

Au cours de cette période, une (1) personne a été assassinée dans la province de Bujumbura.

1. Violation du droit à la vie

- Le samedi 10 janvier 2026, au crépuscule, un homme cultivateur dont l'identité n'est pas encore connue, âgé de 53 ans, a été abattu à coups de balles par des militaires burundais au moment où il se rendait dans son champ de riz situé dans la zone de Rugombo, zone de Cibitoke, province de Bujumbura, au bord de la rivière Rusizi séparant le Burundi de la République Démocratique du Congo (RDC), près du poste militaire du projet Mparambo.

Selon des témoins oculaires, la victime, un habitant du quartier de Mparambo, se rendait dans son champ de riz aménagé sur les rives de la rivière Rusizi. Il était en compagnie d'un autre homme pour l'aider à entretenir la rizière. Avant d'arriver à destination, les deux hommes ont croisé une patrouille des militaires chargés de surveiller la frontière entre le Burundi et la République Démocratique du Congo qui leur ont ordonné de s'arrêter immédiatement. Pris de panique, le propriétaire du champ a tenté de prendre la fuite et les militaires ont aussitôt ouvert le feu, l'atteignant de plusieurs balles, dont cinq dans le dos, et d'autres au niveau des côtes. Il est mort sur-le-champ tandis que l'homme qui l'accompagnait a été interpellé par ces militaires pour un interrogatoire.

Ce drame est intervenu le lendemain d'une réunion de sécurité du gouverneur de la province de Bujumbura, le Général-major Aloys Ndayikengurukiye, tenue le 9 janvier 2026 au stade de Buganda dans la commune de Bukinanyana, en

compagnie des responsables de défense, de sécurité et des confessions religieuses, au cours de laquelle un ordre formel de ne pas s'approcher de la frontière a été donné à la population.

SOS-Torture Burundi appelle à l'ouverture d'une enquête impartiale pour identifier les militaires impliqués dans la commission de ce meurtre et les sanctionner conformément à la loi.

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situées à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat de Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.